

Différences



EDITO

Que faire ?

Décidément, l'été qui s'achève illustre bien cette banalisation du racisme en France soulignée en juin par le congrès du MRAP.

Elle consiste, en premier lieu, dans la multiplicité des éclats de violence et de haine sur un fond d'accoutumance. Si le racisme n'est pas explicitement avéré dans chacun des trois meurtres de jeunes perpétrés lors du 14 juillet, on constate néanmoins que ceux-ci révèlent des tensions latentes et que les victimes sont à tous coups des Maghrébins.

En août, la destruction au bulldozer de la modeste mosquée de Charvieu est l'aboutissement de la guérilla obstinée du maire contre les Arabes habitant la commune. Enfin, les derniers propos de Le Pen participent de cette violence raciste.

Mais, second aspect de la banalisation, les grands médias, le monde politique réagissent assez mollement. Disons-le : une phrase de protestation, une poursuite judiciaire suspendue à une aléatoire levée d'immunité parlementaire, ce n'est pas assez dans les circonstances actuelles.

Il faut réfuter systématiquement les mensonges racistes. Démontrer sans relâche, avec toute la précision requise, que l'immigration ni les juifs ne sont responsables des difficultés de notre société. Il faut donc, pour être crédible, expliquer les vraies causes. Et surtout les combattre.

Il faut cesser de présenter hypocritement Le Pen, plusieurs fois condamné pour racisme, comme un homme politique honorable.

Il faut prendre des mesures efficaces contre les inégalités et les exclusions qui empoisonnent la vie quotidienne. Pour tout cela, le MRAP agit intensément, mais avec des moyens insuffisants au regard de la tâche à accomplir. Il faut absolument lui en donner davantage.

Différences

COMPLICES DE L'APARTHEID

A quelques jours des élections sud-africaines, le président Pieter Botha a démissionné, le 15 août dernier. Son successeur, Willy de Klerk, poursuivra sans aucun doute la politique d'apartheid, même si d'aucuns le présentent ici comme un homme de changement. « C'est un homme qui a quitté le pouvoir, mais l'apartheid, lui, reste », a déclaré Mohamed Valli Mossa au nom du Front démocratique uni (UDF) (De Klerk a été partie prenante des nombreuses politiques désastreuses) du régime raciste. Aucune illusion à se faire donc sur les remous qui agitent le sérail de Pretoria.

Les législatives du 6 septembre ne concernent que l'électorat blanc, les Noirs, 75 % de la population, ne votent pas et les enjeux électoraux ne les concernent guère.

La lutte antiapartheid a pris une nouvelle ampleur récemment, sous de multiples formes. Les travailleurs des grands constructeurs automobiles sont en grève pour obtenir la déségrégation des vestiaires et cantines des entreprises et des augmentations de salaires. Les usines Toyota et Volkswagen ont été paralysées comme de nombreuses mines. Devant les hôpitaux réservés aux seuls Blancs, des manifestations ont eu lieu pour réclamer le libre accès de tous les malades et des actions de masse sont prévues dans la semaine précédant les élections. Malgré l'état d'urgence, toujours en vigueur,

l'UDF (le Front démocratique uni) et les syndicats restent très actifs.

Elections, changement de tête au pouvoir, Pretoria tente en fait de donner de soi une nouvelle image : celle d'un régime à la recherche de solutions douces. C'est que les sanctions économiques pèsent lourd, des entreprises se désengagent du pays, déjà lourdement endetté. Le boycott, même partiellement appliqué, interdit toute rencontre sportive de haut niveau, tout contact culturel important...

Pretoria ne lésine pourtant pas. Ainsi, la tournée d'une sélection internationale de rugby dans le pays, largement dotée de bourses importantes pour les participants, ne sert-elle qu'à tenter de briser l'isolement. C'est un nouveau sport, le rugby-ambassadeur-de-l'apartheid, qui tente de naître.

Nombre de joueurs de très haut niveau ont refusé l'invitation faite par la fédération sud-africaine à l'occasion de son centenaire. Mais huit Français (1), deux Australiens au moins et deux Anglais sont déjà partie prenante, au total, une vingtaine de joueurs.

Ce déplacement est un succès pour Pretoria. Le blocus aura pu être forcé grâce à la mollesse des autorités sportives qui ont affirmé, notamment en France, ne pas pouvoir empêcher « des individus » d'aller en Afrique du Sud.

Mieux alors que le président Ferrasse annonçait bravement

qu'il ne partirait ni jouer ni dirigeant représentant la Fédération française de rugby son vice-président, Guy Basquet se rend à Pretoria !

Les racistes sud-africains, ont poussé le cynisme jusqu'à inviter Jean-Philippe Elhorga, un joueur de Saint-Jean-de-Luz jamais sélectionné en équipe de France contrairement aux autres. Tout indique que ce joueur est invité pour des raisons raciales : il est noir et fera donc un excellent alibi... Ravier et Sanogo, deux autres joueurs de couleur français, ont refusé de jouer ce rôle proposé par la Fédération française.

La complicité avec l'apartheid est, il est vrai, courante. *Libération* rend compte, dans son édition du 7 juillet de « l'entrée triomphale » d'Yves Saint-Laurent en bourse. Après quelques chiffres où l'on apprend au passage que le groupe pèse plus de 3 milliards de francs, la conclusion du papier nous apprend que la société est allée chercher l'argent « où il se trouve » : chez Richmond (groupe Cartier, Rothmans, Piaget), un groupe sud-africain qui a pris 6,1 % des actions YSL ainsi offertes. Pierre Bergé, directeur de YSL, comme son alter-ego dans cette affaire, Alain Minc est « financier de gauche », serait le « financier de SOS-Racisme ».

Il y a des parfums qui puent. (1) Mesnel Chauvet, Berbizier, Sella, Rodriguez, Cécillon, Gaeruel et Elhorga.